

Distr.
GENERALES/4691/Add.2
20 février 1961
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'EVOLUTION
RECENTE DE LA SITUATION DANS LE NORD DU KATANGA

Le présent rapport fait suite à mon rapport du 13 février 1961 sur une situation de guerre civile qui s'est créée au Katanga. Des rapports reçus depuis lors et confirmés par le général Iyassu, chef d'état-major du commandement des Nations Unies, confirment que les opérations s'étendent actuellement au-delà de la zone du chemin de fer, vers le nord. Les méthodes utilisées pour l'offensive contre la population locale sont semblables à celles qui ont déjà été signalées. Après avoir incendié le village de Mukulakulu et en avoir mis la population en fuite, la force assaillante, composée de 3 à 400 gendarmes encadrés par des officiers belges, a avancé dans 60 camions et occupé Luena, d'où la population s'était auparavant enfuie. Une zone de 10 kilomètres de part et d'autre de la voie ferrée entre Lubudi et Luena a été dégagée et tous les villages situés le long de la ligne de chemin de fer ont été incendiés. Avec un effectif d'environ 400 hommes, la gendarmerie s'est chargée de la protection et de la réparation de la voie ferrée qui avait été coupée en plusieurs endroits; deux pelotons au moins ont été laissés dans chaque village et une compagnie renforcée a été postée à Luena.

Le 13 février, 600 gendarmes transportés par 80 camions ont avancé de Luena sur Sukama et un deuxième détachement de 200 gendarmes, auquel s'étaient joints 500 civils en armes, s'est dirigé de Kabendo-Dianda sur Bukama dans la direction nord-ouest. La population de Bukama s'est enfuie dans la brousse et la gendarmerie est entrée dans la ville sans rencontrer de résistance.

Le 15 février, de petits groupes de Balubas sont revenus à Luena et ont déposé les armes, déclarant qu'ils voulaient la paix. Le 16 février, M. Tshombé a rendu visite aux gendarmes postés à Luena. Le 17 février, des combats ont eu lieu à Bukama entre deux compagnies de gendarmerie armées de canons de 75mm et de 4 mortiers et des membres de la tribu Baluba. Le même jour,

des membres de la tribu Baluba ont attaqué les gendarmes qui étaient de garde au service de distribution d'eau de Luena et en ont blessé un grièvement. Luena est maintenant sans eau ni électricité. Poursuivant leur offensive, les gendarmes ont pris possession du pont de Djobo, à mi-chemin entre Mitwaba et Manono, et ont réparé la route entre Djobo et Kabundji-Djobo. Le 17 février, une patrouille de l'ONU a rencontré au sud de Djobo un officier belge, le capitaine Protin, commandant la gendarmerie de Mitwaba, qui a révélé que l'intention de la gendarmerie était de s'emparer de Manono et qui a dit que la Force de l'ONU ne devait pas tenter d'intervenir car l'opération se rattachait à une offensive plus vaste. Le capitaine Protin a ajouté qu'il n'ouvrirait pas le feu sur les membres de la tribu Baluba sauf s'il devait se heurter à une obstruction ou à une opposition et il a refusé d'engager des discussions avec le Commandant de l'ONU dans le nord du Katanga.

Des villages continuent à être incendiés, mais le fait que la population a pris la fuite devant les colonnes en marche a limité les pertes en vies humaines. On signale que les Balubas prennent actuellement des mesures défensives en dressant des barrages sur la route Djobo-Kabundji, ces barrages étant défendus à la fois par les Balubas et par les Ancs. Il est donc évident que l'offensive lancée le 11 février par M. Tshombé ne vise pas seulement, comme il l'a déclaré, à rouvrir la voie ferrée Lubudi-Luena, mais à réduire toute la région peuplée par la tribu Baluba en utilisant une force écrasante, et notamment en incendiant les villages, en éliminant toute opposition et toute résistance et en terrorisant la population.
